



**PRÉFÈTE
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ARRÊTÉ

imposant le port du masque dans certains secteurs de la commune d'Angoulême du 28 novembre 2020 au 2 janvier 2021

La préfète de la Charente
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.3131-1, L. 3131-8, L.3131-9 et L.3136-1 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;

Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

Vu le décret du Président de la République du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Magali DEBATTE, en qualité de Préfète de la Charente ;

Vu l'avis favorable du maire d'Angoulême ;

Considérant qu'afin de ralentir la propagation du virus Covid-19, le ministre des solidarités et de la santé a prescrit une série de mesures générales applicables à compter du 29 octobre 2020; qu'aux termes de l'article 1^{er} du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié susvisé, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale incluant la distanciation physique d'au moins un mètre entre deux personnes, dites barrière, doivent être observées en tout lieu et toute circonstance et en particulier lors des rassemblements, réunions, activités et déplacements qui ne sont pas interdits; que dans les cas où le port du masque de protection n'est pas prescrit, le préfet de département est habilité à le rendre obligatoire lorsque les circonstances locales l'exigent ;

Considérant que l'ouverture généralisée des commerces à compter du samedi 28 novembre 2020, annoncée par le président de la République le 24 novembre 2020 va générer une forte affluence quotidienne au sein de différents secteurs de la commune d'Angoulême, notamment dans le centre-ville et aux abords des surfaces de vente, augmentant considérablement la densité habituelle de population au sein des différents secteurs concernés;

Considérant que les illuminations et festivités mises en place dans le centre-ville d'Angoulême pendant toute la période du 28 novembre 2020 au 2 janvier 2021 vont également contribuer à l'augmentation quotidienne de la densité habituelle de population sur l'ensemble des secteurs concernés;

Sur proposition de la secrétaire générale,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Du 28 novembre 2020 à 0 heure jusqu'au jeudi 2 janvier 2021 à 0 heure, le port du masque pour les personnes de onze ans ou plus est obligatoire sur l'espace public à Angoulême à l'intérieur des périmètres délimités par les rues et artères suivantes, ainsi que sur l'intégralité de la rue Goscinny et aux abords immédiats de la gare SNCF, parkings de surface et souterrains inclus:

- Premier périmètre :

- Boulevard Émile-Roux ;
- Boulevard Tharaud ;
- Rempart Desaix ;
- Rempart du Midi ;
- Boulevard des Anciens Combattants ;
- Allée du Souvenir Français ;
- Rempart de Beaulieu ;
- Boulevard Aristide Briand ;
- Boulevard Pasteur ;
- Boulevard Berthelot ;
- Rue de Montmoreau ;
- Rempart de l'Est

- Second périmètre :

- Rue Saint-Roch
- Rue Michelet ;
- Rue Goscinny ;
- Rue de Montmoreau ;

Cette obligation ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

Article 2 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et poursuivies par tout officier de police judiciaire et agent de la force publique habilités à dresser procès-verbal conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Le fait de ne pas respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la quatrième classe conformément aux dispositions de l'article L.3136-1 du code de la santé publique.

Article 4 : Transmission du présent arrêté sera faite au procureur de la République près le tribunal judiciaire d'Angoulême.

Article 5 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant la préfète de la Charente ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de l'Intérieur ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers – 15, rue Blossac – CS 80541 – 86020 Poitiers par voie postale ou par voie dématérialisée via « télerecours citoyen » accessible sur le site Internet www.telerecours.fr.

Article 6 : La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la sécurité publique, le maire de la commune d'Angoulême sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Angoulême, le
La préfète
Magali DEBATTE

27 NOV. 2020

